

DROIT CONSTITUTIONNEL ET MARXISME¹⁻²

Michel Miaille³

Résumé: Dans cet article, l'auteur recherche comprendre les relations entre le droit constitutionnel et le marxisme et, tandis que ils concernent des différents niveaux, il propose que on observe, tout d'abord, les relations de le droit constitutionnel comment un système institutionnel e le marxisme comment une ideologie politique et, ensuite, le droit constitutionnel comment une matière de le savoir juridique et le marxisme comment une philosophie et une pensée créatif et academique.

Mots-clés: Droit constitutionnel; marxisme; intersections.

Le titre qui nous a été proposé est extrêmement large: ce libellé ouvre donc plusieurs pistes possibles. Non seulement chacun des deux mots pris séparément possède des acceptions différentes et même contradictoires dans certains cas, mais leur liaison, dans l'expression où ils sont attachés l'un à l'autre par la conjonction "et", renforce les difficultés. Il faut rappeler que les mots ont une histoire et véhiculent des savoirs, certes mais aussi des conflits, des projets et des situations que nous ne saurions passer sous silence. Le poids de ce qui est supposé, voire sousentendu dans l'usage des mots, ou quelquefois même refoulé importe au plus haut point pour essayer d'y voir plus clair dans une proposition comme celle que suggère ce titre. Après tout, qu'ont à faire en commun le droit contitutionnel et le marxisme?

Pour éclairer la démarche, nous allons essayer de voir dans quel champ ces mots peuvent avoir du sens.

A priori, l'expression "droit constitutionnel" fait partie du vocabulaire des juristes et des politiques. Il s'agit d'abord de désigner des règles spécifiques qui organisent la structure et le fonctionnement de l'Etat et plus largement du champ des controverses et des pratiques

¹ Conférence pour le Congrès Caixas do Sul Mars 2011.

² Data de recebimento do artigo: 16.11.2014.

Datas de pareceres de aprovação: 06.02.2015 e 13.02.2015.

Data de aprovação pelo Conselho Editorial: 12.03.2015.

³ Professeur honoraire à la Faculté de Droit et Science Politique de Montpellier.

www.culturasjuridicas.uff.br

politiques. On sait que ce droit, tard venu dans l'histoire occidentale sous la forme où nous le connaissons aujourd'hui, apparaît comme l'une des victoires du libéralisme politique au XIX^e siècle. En précisant les modalités d'exercice du pouvoir politique, le droit constitutionnel limitait nécessairement les possibilités jusque là très larges du pouvoir des élites et surtout du titulaire du pouvoir suprême. Cela explique que le droit constitutionnel ait été l'objet et le siège de conflits extrêmement violents et qui se répètent dans l'histoire des démocraties occidentales. Encore aujourd'hui, dans une République comme la France, les débats constitutionnels restent d'actualité et les réformes de la constitution, longtemps considérées comme exceptionnelles, deviennent des projets ordinaires. Mais droit constitutionnel relève d'une autre définition lorsque l'expression renvoie à une branche spécifique du savoir des juristes. Cette discipline enseignée dans les Facultés de Droit depuis le XIX^e siècle à la faveur des réformes politiques qui le légitimaient, est aujourd'hui parfaitement banalisée dans le cursus des études de droit. Pourtant, comme nous le verrons, cette discipline a fait l'objet en France depuis les années 80 d'un étrange renouveau lié à la création et au développement des Cours Constitutionnelles en Europe, et plus spécialement du Conseil Constitutionnel français. De presque marginale, la discipline a presque revendiqué une place de préséance comme si elle constituait la base de tout le système juridique, à la manière du droit romain autrefois!

Il est facile de comprendre que prise dans le premier ou dans le second cas, l'expression droit constitutionnel n'a pas le même sens dans ses rapports avec le marxisme: une chose est d'affronter le marxisme à une construction constitutionnelle qui organise le pouvoir d'Etat, autre chose est de le mettre en relation avec un savoir universitaire.

Nous pouvons faire des remarques parallèles avec le mot "marxisme". Dans le sens le plus courant, il désigne une idéologie, quelle que soit la définition exacte donnée à ce terme. En prenant le terme dans son acception la plus large, il s'agit d'une représentation du monde qui permet non seulement sa connaissance mais aussi, et presque surtout, sa transformation. Les idéologies quelle que soient leurs constructions savantes, sont d'abord des moyens de lutte offerts à tous ceux qui reconnaissent dans ses propositions de quoi comprendre et contester l'ordre des choses. En ce sens, les idéologies ont mené le monde dans des conflits dont on sait la violence et la durée. Même l'annonce de la "fin des idéologies" a du renoncer à cloturer l'histoire qui s'était déroulée depuis plus d'un siècle et l'on a bien vu, dans

des années proches, le retour des idéologies, même celles que l'on croyait disparues ou en voie de disparition, comme les idéologies religieuses. Le succès, pourtant très discuté, de la thèse du "choc des civilisations" fait partie de ce retour du refoulé ou de l'impensé. Plus même, toutes les études de science politique à propos des élections, montrent de quel poids pèsent les représentations idéologiques dans le choix des électeurs et la manipulation extrêmement subtile quelquefois, mais souvent ouvertement affirmée, de thèmes profondément idéologiques comme récemment, l'idée d'"identité nationale" ou encore de la place des religions dans la République. Pourtant, le mot "marxisme" ne s'épuise pas dans cette acception: il désigne aussi un savoir plus complexe et plus difficile d'accès qui est une véritable philosophie, au même titre que d'autres philosophies. A ce titre, il remplit les pages de discours dans les livres de philosophie, dans les colloques ou Congrès (dont celui qui m'accueille aujourd'hui) et dans des recherches savantes qui ont été largement développées à la fin du siècle dernier, permettant de sortir d'une conception simpliste du marxisme. Pour l'essentiel et pendant longtemps, le marxisme se trouvait absorbé dans une conception mécanique et extrêmement idéologique de la pensée de Marx, réduite à un économisme ravageur. Ce que des travaux très divers mais critiques sur cette présentation du marxisme ont apporté, c'est la révélation de la profondeur et de la complexité d'une pensée qui ne se résumait pas dans le "catéchisme" stalinien. Certes, ce renouveau ne saurait constituer une nouvelle "vérité" remplaçant l'ancienne, mais sert à ouvrir un champ de réflexion pour tous ceux qui pensent que le monde des idées doit toujours être un monde en mouvement.

Là encore, suivant le sens que nous donnerons au mot "marxisme", le contenu et la portée du mot seront absolument différents.

Peut-être que ces précisions nous permettent d'avancer dans la compréhension de ce titre: droit constitutionnel et marxisme. Afin de ne pas tout mélanger, de parler d'objets qui ne se situent pas sur le même plan, de passer d'un type de réalité à un autre, la bonne méthode consisterait à respecter ces différences et à ne mettre en relation que ce qui appartient à des ensembles logiquement définis. Dans notre cas, il apparaît vite que l'on peut associer les éléments appartenant à la pratique politique et idéologique, pendant que l'on peut d'un autre côté, associer discours savant et philosophie.

Je proposerai donc que soient envisagés d'abord les rapports du droit constitutionnel comme système institutionnel et le marxisme comme idéologie politique, et ensuite dans un deuxième temps, le droit constitutionnel comme discipline dans le savoir juridique et le marxisme comme philosophie et pensée critique savante.

1. Relation entre un système de règles juridiques et une idéologie de combat.

Pour avoir une compréhension la plus fine des relations qui peuvent exister entre un système constitutionnel et une idéologie, ici le marxisme, il ne s'agit pas de les observer abstraitement mais au contraire, dans des situations concrètes qui nous enseignent leurs réelles interférences. Pour ce faire, nous pourrions prendre deux situations typiques: celle où se construit le système de règles constitutionnelles et celle où, celui-ci étant en place, il s'agit de le faire fonctionner et de montrer les rapports qu'il établit avec les idéologies qui le contestent.

1.1 Dans la phase où les règles constitutionnelles sont l'objet d'un processus d'élaboration, quelles peuvent être les relations avec l'idéologie marxiste?

Le droit constitutionnel, dans un moment et un pays donné, est d'abord une représentation du monde: au travers des règles qu'il institue, ce sont des rapports entre groupes sociaux avec leurs moyens d'agir qui se trouvent définis. On sait que l'essentiel du débat porte sur deux terrains: celui de la place du peuple dans le dispositif et celui des relations entre les organes constitutionnels et notamment entre le législatif et l'exécutif qui font l'objet de toute l'attention.

A ce stade là, quel peut être le rôle du marxisme entendu comme idéologie, c'est à dire représentation du monde pour une partie de la population? Pour répondre plus précisément, un exemple sera évoqué. Il s'agit du projet de constitution d'avril 1946 en France.

On sait qu'à la sortie de la deuxième guerre mondiale, la France qui vient de vivre quatre années de dictature avec le régime du Maréchal Pétain, retrouve sa tradition républicaine avec un gouvernement provisoire présidé par le Général de Gaulle. La question qui se pose est de savoir si la solution réside dans le retour pur et simple aux institutions de la

III^o République, née en 1875. Les critiques adressées à un régime qui était à la fin du XIX^o siècle un compromis entre les partisans de la monarchie et ceux de la République, sont alors assez fortes pour que, selon le mot du Conseil National de la Résistance, on veuille faire "du neuf". Un referendum décide alors que soit instauré un gouvernement de transition, toujours présidé par le général de Gaulle, et que soit préparée une nouvelle constitution qui ferait l'objet d'un referendum populaire. Ce projet est rarement étudié dans les Facultés de droit, puisqu'il a finalement été repoussé par le referendum d'avril 1946 et l'on ne retient que le deuxième projet qui, en Octobre 1946, donnera naissance à la nouvelle constitution de la IV^o République.

Ce quasi silence sur le premier projet s'appuie souvent assez laconiquement sur les "défauts" de ce texte qui, en retournant d'une certaine manière à quelques traditions de la Révolution française, aurait été inapplicable ou déséquilibré. Il vaut la peine d'aller voir de plus près ce projet, qui a été élaboré en un moment de grande effervescence idéologique et notamment, avec une forte présence du parti communiste.

Comme certains chercheurs l'ont remarqué (en particulier un des fondateurs de "Critique du Droit", Philippe Dujardin, qui y a consacré sa thèse de doctorat, publiée sous le titre de "1946, le droit, mise en scène") ce projet témoignait d'une logique assez éloignée des expériences française issues de la III^o République. Très rapidement, on peut noter qu'une seule Assemblée parlementaire était prévue, avec l'élimination du Sénat censé apporter le calme et la pondération à l'égard de l'assemblée issue du suffrage universel, considérée avec méfiance comme trop soumise aux idéologies politiques et peut-être même extrémistes! Cette conception du jeu électoral se fondait évidemment sur la crainte que le parti communiste, qui représentait alors le quart de l'électorat, n'y ait une place prépondérante, déséquilibrant tout le jeu politique. De plus, le mode de désignation des députés s'appuyait sur un système de listes où le poids des partis l'emportait largement sur celui des candidats. Il faut ajouter que le système électoral prévu était celui de la représentation proportionnelle (au lieu et place de la représentation majoritaire, comme dans la III^o République) qui accentuait la place des partis dans le jeu électoral. Au fond, la critique de l'individualisme "bourgeois" par les communistes aboutissait à donner la primauté aux classes sociales et à leur représentation "naturelle", celle

des partis. Il était clair pour le parti communiste qu'il était la seule représentation authentique de la classe ouvrière.

De même, le rôle premier reconnu au chef du gouvernement renvoyait le chef de l'Etat à une présence seulement honorifique et faisait du gouvernement l'exécuteur des seules volontés de l'Assemblée: c'était revenir à une logique des expériences de la Révolution dans sa phase jacobine la plus stricte: ce schéma constitutionnel avait été, en quelque sorte, repris par les communistes comme le seul démocratique.

Il est intéressant de remarquer que les manuels de droit constitutionnel reprennent assez lapidairement ce jugement: cela va des "potentialités dangereuses de cette nouvelle constitution" qui entraîne que "les adversaires ont eu raison d'agiter l'épouvantail du régime d'assemblée" (Ph Ardant, *Institutions politiques et droit constitutionnel*, LGDJ 2004, p.431), à "la majorité de gauche impose ses conceptions" (B. Chantebout, *Droit constitutionnel et science politique*, A. Colin, 1982, p. 252) et enfin: "les Français avaient voté beaucoup plus contre les communistes que contre le texte même" (C. Leclercq, *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Litec, 1984, p. 378).

Cet épisode de l'histoire constitutionnelle française montre à l'évidence que la critique marxiste intervient dans la construction d'un système politique, avec des concepts et une logique qui lui sont propres: assurer la prédominance de l'organisation partisane sur les citoyens individuels, mettre en haut de l'édifice l'organe directement issu du suffrage, en l'occurrence une assemblée unique, plier les autres organes aux volontés de cette assemblée, notamment le gouvernement. C'est une sorte de "droit constitutionnel marxiste" assez simple, qui prenait autant exemple sur les régimes conventionnels français de la Révolution que sur les institutions de la "démocratie du socialisme réalisé" en URSS.

Ce qu'il faut retenir, c'est que les périodes d'élaboration constitutionnelle sont par définition, des moments d'intense mobilisation politique et que y apparaissent, grande nature, les différences et les noeuds de conflits entre diverses représentations du Politique. A ce titre, l'idéologie marxiste, devenue celle du parti communiste avec toutes les déformations engendrées par une histoire concrète, prend sa place dans ce débat. A contrario, on pourrait montrer comment en 1958, au moment où se jouent la tragédie algérienne et la fin de la IV^e République, cette idéologie n'arrive pas à formuler un contre projet crédible dans la

réorganisation du pouvoir politique. L'échec de la gauche, en partie celui des socialistes très divisés et celui des communistes dans leur entier, est celui d'une représentation du pouvoir absolument sans prise sur le réel (je me permets de renvoyer à: M Miaille, *Les critiques de opposants*, in Duhamel et Parodi, *La constitution de la V^o République*, presses FNSP, 1988, p. 63 à 74). On peut aussi avancer que l'"imagination" constitutionnelle du marxisme a été et reste souvent aujourd'hui assez pauvre et se réduit souvent à ressasser de vieilles formules incantatoires. On le mesure encore plus lorsqu'il s'agit de la pratique du système constitutionnel.

1.2. Relations droit constitutionnel en pratique et marxisme.

Evidemment, nous sommes obligés de faire comme si l'idéologie marxiste était encore représentée dans le débat politique actuel par des mouvements ou des partis politiques. Force est pourtant de constater que la difficulté est grande: le parti communiste, longtemps figure du marxisme politique (et encore d'un "marxisme" qui se voulait soviétique) n'est plus que l'ombre de lui-même, ayant d'ailleurs progressivement abandonné ce qui caractérisait sa doctrine; les partis à la gauche du parti communiste comme le "parti de gauche" ou le "nouveau parti anticapitaliste" (issu du petit parti trotskiste Ligue communiste révolutionnaire) ne brillent pas par leur contribution constitutionnaliste. Il est vrai que les débats aujourd'hui portent plus sur des questions de justice sociale que sur une réforme de la constitution. On peut seulement noter deux choses.

La première est que la critique du fonctionnement constitutionnel porte avant tout sur le manque de démocratie et la faiblesse de la séparation des pouvoirs: mais ce thème est loin d'être marxiste, il est celui de tout citoyen attaché aux valeurs républicaines. Ainsi, la part de la critique idéologique "marxiste" dans la mise en pratique des règles de la constitution est-elle minime: elle est emportée par le courant large des "démocrates" et de ceux qui sont attachés à la liberté. Il faut à cet égard, remarquer que le terrain constitutionnel n'est pas neutre: il oblige quiconque s'y aventure à utiliser un vocabulaire et une logique qui lui sont propres et qui déconsidère immédiatement tout "entrant" dans ce champ, comme l'écrivait P. Bourdieu, qui ne respecterait pas les particularités de ce champ. Or, le droit constitutionnel

comme champ autonome de l'architecture des rapports sociaux suppose l'acceptation de règles et d'un mode de raisonnement spécifiques. On voit bien comment la critique de l'organisation comme du fonctionnement de tel ou tel organe constitutionnel nécessite, non seulement de maîtriser des formes d'exposition et de raisonnement particuliers, mais surtout de se placer sur ce terrain pour pouvoir dialoguer avec l'adversaire. A partir de ce moment, il est clair que la marge de manoeuvre est étroite pour ne pas être englouti dans la logique constitutionnaliste. La seule parade consiste souvent à sortir de ce champ et à proposer une autre logique: mais alors, elle apparaît comme un "rêve" complètement déconnecté de la réalité.

La deuxième chose renvoie au marxisme lui-même, c'est-à-dire aux textes de Marx et à sa propre pratique. Que l'on se souvienne de l'épisode éloquent de la Critique du programme de Gotha. Marx y fustige les lassaliens accusés de tout abandonner pour réussir l'unité avec les autres socialistes. La réponse de Marx est qu'il est illusoire d'écrire un programme qui se veut prophétique alors qu'il est en régression par rapport aux demandes réalistes des ouvriers. On sait avec quelle ironie il traite de "l'Etat libre" revendiqué par les lassaliens qui, finalement est l'apologie de l'Etat qui peut tout se permettre! Au contraire, ajoute-t-il, quand on ne peut pas demander ce qui est encore hors de portée, faut-il rassembler sur des revendications concrètement émancipatrices, celles concernant le travail, le syndicat ou la liberté de la presse! Ce rappel montre que le marxisme en pratique ne saurait être une nouvelle doctrine constitutionnaliste se prétendant supérieure. C'est une vraie question quand on connaît les pages que Marx jeune consacre à la théorie constitutionnelle de son maître des débuts, F. Hegel.

Au fond, y a-t-il une critique du droit constitutionnel qui soit propre au marxisme conçu comme une idéologie de combat? Il faut être nuancé. Dans les luttes politiques, telles que Marx les rapporte sur son temps, on voit bien comment il procède. Dans "Les luttes de classes en France 1848-1850", il analyse longuement les aspects constitutionnels de ces luttes qui ne sont ni seulement des combats économiques, ni des oppositions politiques mais véritablement des conflits constitutionnels. En ce sens, Marx ne néglige pas la forme constitutionnelle des luttes de classes mais tente de montrer comment les particularités des oppositions en France passent par des disputes de droit constitutionnel: ainsi "de la vaste contradiction de la Constitution de 1848" (K. Marx, *Les luttes de classes en France*, Edit soc,

1970, p. 83). Celle-ci consiste dans l'antinomie entre les classes dominées mises en possession du pouvoir par le suffrage universel et l'ancienne puissance, celle de la bourgeoisie, enserrée dans sa domination politique par les limites posées par la constitution. Le dénouement de cette contradiction sera réalisé par l'élection de Louis Napoléon Bonaparte qui pouvait représenter les intérêts et l'imagination de la classe paysanne à qui il doit son élection. On sait la suite: "précisément parce qu'il n'était rien, il pouvait tout signifier" Les oppositions entre l'Assemblée et le Président n'étaient autres que la contradiction entre une nouvelle étape de la société bourgeoise devenue industrielle et les représentants d'une petite bourgeoisie dépassée qui s'accrochait à un imaginaire politique et constitutionnel sans réalité. Plus tard, étudiant le mouvement de la Commune de Paris, dont il soulignera les insuffisances, il montrera comment les tentatives des communards se solderont par un échec pour avoir méconnu le poids des formes constitutionnelles: il ne suffisait pas d'annonces généreuses mais il fallait s'attaquer à des institutions comme par exemple la Banque de France ou le gouvernement de Versailles.

Ce que l'on peut retirer de cette analyse, c'est à dire la confrontation des règles du droit constitutionnel et du marxisme entendu comme critique pratique, c'est que comme les autres idéologies, le marxisme trouve sa place dans le débat politique: toute la question est de savoir quelle est la particularité de sa position. Finalement, la fin de l'empire communiste à partir des années 90 a affaibli la posture d'un positionnement spécifique. Plus même, le stalinisme enfin dévoilé a montré les limites d'une critique marxiste crédible. Aujourd'hui, une idéologie qui se réclamerait du marxisme devrait complètement renouveler son approche des libertés et des constructions étatiques sous peine d'être renvoyée, comme c'est le cas en France aujourd'hui, dans l'inaudible ou l'insupportable.

Pour ce faire, les marxistes feraient bien de relire Marx, c'est-à-dire de revenir aux propositions théoriques souvent méconnues: c'est ce qu'il convient de faire maintenant.

2. Relations entre un savoir constitutionnaliste et une philosophie critique.

Le droit constitutionnel comme discipline n'est pas tombé du ciel: il a une histoire et celle-ci est instructive à la fois du point de vue institutionnel (l'acceptation de cette branche du

droit dans les facultés de droit) mais aussi du point de vue intellectuel, dans la posture théorique que représente cette discipline. De l'autre côté, le marxisme comme pensée a aussi une histoire: on néglige souvent cet aspect en laissant croire que "le" marxisme est une sorte d'entité homogène et qui s'impose par soi-même. Bien au contraire comme l'ont montré plusieurs auteurs, le marxisme, notamment en Europe, est lié à des modalités de diffusion et à des contraintes intellectuelles qui méritent d'être connues. (renvoi à P. Anderson, Histoire du marxisme, tome I Europe).

Cela signifie que nous sommes devant deux réalités complexes: cette complexité vient à la fois, d'un point de vue "interne" de leur propre constitution comme savoir reconnu, mais d'un point de vue "externe" comme le résultat d'affrontements et de confrontations au cours desquels s'est formé le contenu de ce savoir.

Ce sont les deux aspects que nous voudrions mettre en valeur, à propos des rapports entre droit constitutionnel comme savoir et marxisme comme pensée philosophique.

2.1. La formation d'un savoir reconnu.

Le droit constitutionnel est étroitement lié à la mise en oeuvre des règles constitutionnelles, autrement dit pour le cas de la France, à la période post-révolutionnaire puisque l'idée et la pratique d'un texte constitutionnel ne naissent qu'avec la Révolution de 1789. Plus précisément, ce n'est qu'après la tourmente révolutionnaire et surtout après le régime de Napoléon, que les règles du droit constitutionnel commencent véritablement à apparaître comme le fondement ou l'objet d'une nouvelle discipline possible, qu'on appellera "droit constitutionnel". Apparemment, les choses sont simples: un nouveau corps de règles, donc une nouvelle discipline. Ce serait aller un peu vite: en effet ce corps de règles est d'abord, dans la pratique politique, une revendication forte de ceux qui, attachés à une conception libérale de l'Etat, militent pour enfermer l'exercice du pouvoir dans des procédures qui garantissent que les titulaires du pouvoir ne se comporteront pas comme des autocrates. Ainsi, la revendication d'une "constitution" dès 1789, puis plus tard d'une charte constitutionnelle est-elle indissociablement liée à une représentation libérale du Pouvoir: mais celle-ci s'oppose nécessairement à une conception autoritaire voire dictatoriale du Pouvoir. On

comprend dès lors que la discipline "droit constitutionnel" qui va entrer dans les Facultés de Droit à partir de la Restauration (après 1815) suit tous les aléas politiques des régimes en place. L'apparition puis la disparition de ce cours suivent les méandres des régimes politiques et la revendication d'un cours de droit constitutionnel apparaît comme une demande directement politique. Ce n'est finalement qu'à la fin du XIX^e siècle, lorsque les conflits entre monarchistes et libéraux puis républicains s'apaisent que la discipline "droit constitutionnel" sera pleinement admise. On a aujourd'hui véritablement oublié cet aspect qui faisait de cette discipline, un corpus politique et donc un lieu de véritables affrontements.

Si l'on regarde du côté du marxisme, les choses sont très compliquées. Apparue sous la plume d'un journaliste, car Marx est journaliste au début de sa carrière, la pensée marxiste est indissociable du mouvement de la pensée dans l'Allemagne du début du XIX^e siècle. Pour reprendre l'expression favorite des Français voulant parler des débats philosophiques difficilement compréhensibles, c'est "une querelle d'Allemands". De fait, Marx, élève de Hegel, commence par remettre en cause le statut souverain de la pensée de F. Hegel, et par quoi commence-t-il? Par la philosophie de l'Etat et du Droit de ce grand penseur. (Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel, 1843) Son objectif? Remettre Hegel sur ses pieds, lui qui "marche sur la tête"!

Le texte de Marx sur ce thème est extraordinairement instructif: le "droit constitutionnel" de Hegel, indissociable de sa pensée sur l'Histoire, se présente comme une tentative absolument remarquable d'intégrer à travers le concept d'Etat tous les éléments de la vie sociale, réalisant une synthèse entre les aspects les plus individuels et les contraintes les plus collectives de la vie sociale. Le maître mot, au-delà de la contradiction qui explique le passage d'un stade à l'autre, c'est celui de "médiation", car pour passer de l'individu au citoyen, il faut de multiples médiations et notamment celles qu'offre le droit constitutionnel.

On n'a souvent retenu de la critique féroce de Marx que "la remise sur pieds" de Hegel et oublié toute la dette qu'il doit à cet immense penseur. D'ailleurs, cette idée de "médiation" est à reprendre car il n'est pas vrai que l'homme puisse être directement "citoyen". Il doit pour cela apprendre la vie collective et ses contraintes dont le statut de citoyen n'est que le couronnement, ou si l'on préfère, la forme la plus générale. On voit bien comment aujourd'hui, les comportements écologiques ou de civilité redeviennent si importants. En ce

sens, "La question juive" de 1843 reste marquée par un parti pris extrêmement discutable de l'abstraction du droit révolutionnaire, porteur plus qu'il ne le croit de toutes les contraintes de la relation sociale et ne se résumant pas à la définition d'un individu isolé. (ainsi les définitions des droits de l'Homme restent toutes relationnelles et non "individuelles" comme l'a bien vu A. Gorz).

La période qui suit dans la vie de Marx consiste à abandonner l'étude de la philosophie du droit (comme il s'y était adonné jeune) pour entrer dans un nouveau champ, à l'époque à peine reconnu, celui de la science économique mais aussi celui de la sociologie naissante. Mais cette entrée sur ces nouveaux territoires ne signifiait pas l'abandon du souci du droit: au contraire, c'était pour mieux y revenir comme tous les écrits du Mouvement "Critique du droit" en France en témoignent. Que ce soit au moment dit de la maturité, celui du "Capital" ou plus tard dans "la critique du Programme de Gotha", Marx ne cesse de revenir au droit, y compris dans les ouvrages historiques sur le régime de Napoléon le Petit ou sur la Commune de Paris.

De ce parallèle ,nous pouvons tirer un premier enseignement: la formation d'un savoir reconnu en droit constitutionnel et celle du corpus marxiste naissant sont absolument contemporaines. On mesure alors à quel point la revendication des Libéraux pour faire entrer le droit constitutionnel dans les Facultés de Droit va de pair avec la critique de l'idéalisme juridique réalisée par Marx: mais ce dernier ne tient pas pour inutile et sans intérêt la connaissance du jeu constitutionnel mais au contraire y trouve matière pour montrer comment les dominations politiques ont besoin de s'instaurer par le moyen de formes juridiques, celles précisément du droit constitutionnel. Mais il ne faut pas faire d'erreur: ces "formes" ne sont pas des apparences et un jeu illusoire. Elles constituent au contraire les contraintes par lesquelles doit passer la domination pour s'exercer. En d'autres termes, l'objectif de Marx n'est pas de supprimer l'étude du droit constitutionnel mais de l'intégrer dans un projet plus vaste, celui des formes de domination politique.

Nous pourrions en tirer un deuxième enseignement: la naissance du droit constitutionnel se réalise dans la perspective d'une étude "positive". Cela signifie que cette branche du droit se réalisera ,malgré ses aspects ouvertement politiques, selon les mêmes méthodes que celles qui prévalent dans les autres branches du Droit, entendu comme science.

Les modes d'exposition les plus neutres possibles, les raisonnements codifiés comme dans les autres disciplines, ainsi que le contenu hautement idéaliste supposé des règles seront en application dans cette nouvelle discipline. Celle-ci au cours du temps sera complètement banalisée au point que l'aspect violemment politique du début du XIX^e siècle disparaîtra pratiquement au cours du XX^e siècle. Or, en même temps, la pensée de Marx se développe sur un tout autre registre: celui d'une pensée critique, c'est-à-dire d'une pensée qui tache de dévoiler les structures sous les apparences, les réalités les plus cachées sous l'évidence de ce qui est vu. Ce sont donc deux épistémé antinomiques qui s'affrontent: le statut de la discipline "droit constitutionnel" est d'autant plus reconnu que celle-ci se coule dans le moule du positivisme alors que l'élaboration et le développement de la pensée de Marx sont le contraire du positivisme. Nous n'en prendrions pour preuve que le désolant spectacle de la "science du droit" qui prévalait dans l'URSS stalinienne et où l'on mesure les ravages que produit la transformation de la pensée de Marx en un nouveau positivisme. Quand on lit les ouvrages de "droit constitutionnel" staliniens, on y voit à l'oeuvre le même idéalisme que celui des auteurs occidentaux de la même époque, à ceci près que le peuple y est remplacé par le parti et que l'Etat des ouvriers pris la place de l'Etat libéral.

Ce que ce rapide rappel historique sur la formation des savoirs nous indique, c'est que discipline juridique et savoir marxiste sont dans un rapport de contradiction, tant que le, savoir des juristes se reproduira dans une perspective purement positiviste. Mais poser cette affirmation serait elle-même purement idéaliste si l'on croyait que les juristes vont, un jour ou l'autre, se "convertir" à la pensée critique. E. Kant, il y a deux cents ans, avait déjà, dans "Le conflit des Facultés" montré comment l'Université avait donné naissance à deux ordres de savoirs :le savoir critique pour les Facultés de Lettres et les Facultés des Sciences, et le savoir "mondain" pour les Facultés de Médecine et les Facultés de Droit. Qu'est-ce à dire? Que les Facultés de Droit ne développent pas seulement un savoir abstrait dans le ciel des idées.Elles ont une tache éminemment sociale, et nous dirions politique: travailler sur le corps social (comme les médecins travaillent sur le corps humain), non pour le comprendre seulement mais pour le "soigner", pour réparer les brèches et permettre ainsi la perennité des pratiques sociales et politiques. Cette situation ne date pas d'hier et de savants historiens nous en montrent les traces dès le MoyenAge (Le Goff, Histoire des intellectuels). C'est donc un

véritable enjeu aujourd'hui que de soulever ces questions, au nom du débat universitaire et des nécessaires transformations que doivent penser ceux mêmes qui occupent les fonctions d'autorité au sein de l'Université.

Cet éclairage sur la naissance des savoirs nous permet de mieux apprécier les développements plus contemporains.

2.2. Développement des savoirs, entre reproduction et ouvertures.

La question qui se pose, aujourd'hui est bien de savoir comment une pratique critique de l'enseignement du droit constitutionnel peut être pensée et réalisée: ce n'est pas une affaire simple, car il ne suffit pas de citer quelques passages des oeuvres de Marx entre deux articles de Constitution pour faire un enseignement soutenu par la pensée de Marx.

A cet égard, il est assez facile d'énoncer les dangers qu'un enseignement qui se veut "critique" du droit constitutionnel encourt. Je peux évoquer quelques unes de ces difficultés à partir d'une expérience personnelle de cet enseignement au sein de l'Université de Montpellier. Il y a au moins deux grands écueils: le premier de type théorique et qui est fondamental consiste à entrer dans une logique de discours de vérité qui, s'opposant à celui habituel des Facultés, reconstitue une doxa autoritaire et souvent sans nuance; le second qui est plus proprement pédagogique, se borne à des citations et des assemblages de textes sans véritable analyse.

Le premier défaut est celui de la posture de "vérité". Qu'est-ce à dire? Annoncer une présentation marxiste du droit constitutionnel se résume souvent à disqualifier l'enseignement ordinaire et positiviste des autres professeurs et oppose presque mécaniquement ce que l'on dit à ce que les autres disent, étant entendu que l'enseignement marxiste est "vrai" alors que les autres sont "faux". Cette difficulté n'est pas d'ordre seulement psychologique même si, souvent, elle est vécue comme telle: elle est l'effet de l'institution dans laquelle ce savoir est donné. P. Bourdieu avait depuis longtemps dénoncé ce travers du "prophétisme" dans les chaires universitaires qui tient au statut même de celui qui parle, qui est affecté d'une qualité l'autorisant à parler, cette qualité d'autorité découlant de son statut même! Cette situation aboutit en réalité à nier complètement la qualité critique qui devrait caractériser un enseignement marxiste. Désormais, on remplace une vérité par une autre vérité et cette

situation ne peut que se renforcer par l'échange des arguments, car plus le positivisme résiste, plus la posture marxiste se renforce. On connaît bien ce procès de sorcières dont l'histoire nous a donné malheureusement tant d'exemples, où la "vérité" de l'un ne peut que se nourrir des "erreurs" de l'autre!

Le second défaut est que l'on utilise plus des citations, supposées tout expliquer, plutôt que de reprendre la pensée c'est-à-dire la logique de Marx et d'appliquer cette méthode à l'objet constitutionnel. Evidemment, c'est plus difficile mais c'est plus conforme au moins à ce que déjà Marx voulait, quand on se souvient qu'il critiquait fortement les "marxistes", simples reproducteurs moins d'une pensée que de citations. Il ne suffit pas de répéter que les constitutions sont les "formes" qui dissimulent le pouvoir "réel" de la classe capitaliste: ce type d'affirmation résout le problème avant de le poser. Il faut, au contraire, montrer pourquoi ces formes non seulement sont présentes mais constituent une partie de ce pouvoir social et politique. Pour cela, il faut reprendre patiemment les ouvrages historiques de Marx où l'on voit à l'oeuvre sa méthode sur des questions historiques, concrètes: ainsi de ses analyses sur la révolution de 1848, sur le coup d'Etat de Louis Napoléon, sur le régime du second empire ou sur l'expérience de la Commune de Paris. En d'autres termes, les réponses sont à trouver et à construire: elle ne sont pas déjà données dans des textes qu'il suffirait de citer comme dans un réflexe religieux. Ce travail est de nature théorique mais aussi pédagogique, car il faut trouver des exemples, des cas et des logiques d'exposition qui échappent à la facilité des affirmations pures et simples.

C'est donc bien du côté de l'ouverture que l'enseignant-chercheur doit se tourner: il faut appréhender les nouveautés du droit constitutionnel qui ne sont pas des phénomènes secondaires. J'en prendrai un exemple simple. Le droit constitutionnel comme discipline était jusqu'aux années 80, un champ de spécialisation peu réputé. A la différence des matières nobles, comme le droit administratif en droit public ou le droit civil en droit privé, il apparaissait comme une "lex imperfecta", c'est-à-dire dépourvue de sanction. "Après tout, disaient certains juristes, "est-ce même du droit ?" N'est-ce pas une simple couverture des phénomènes politiques? Or, les choses ont considérablement changé à la suite de la décision historique du Conseil Constitutionnel de 1971: désormais, cette instance devenait un juge vite redouté et bavard. On a vu tout le parti que les constitutionnalistes en ont tiré, avec un souci

de l'exégèse des décisions du Conseil qui n'a rien à envier aux commentateurs des arrêts du Conseil d'Etat. Le droit constitutionnel devenait enfin du "vrai" droit, et les recherches (ainsi les thèses) devenaient à l'égal de celles du droit administratif, considérées comme aussi respectables. Que dire sur ce phénomène, quand on prétend faire un cours critique? Il n'est pas question de traiter cette mutation comme secondaire ou comme une ruse de "la classe au pouvoir". Il faut pouvoir expliquer pourquoi à partir de cette fin du XX^e siècle, et pas seulement en France mais dans toute l'Europe, cette juridicisation du politique est devenue une réalité et une contrainte pour les politiques eux-mêmes qui semblent, au début s'en méfier, pour assez rapidement intégrer cette donnée dans les projets et les conflits politiques. Cette place du droit n'est ni seconde (ce n'est pas un "reflet") ni négligeable puisqu'elle peut être analysée comme une nouvelle modalité de la politique et du Politique dans nos sociétés.

Il n'est pas inutile de voir jusqu'ou cette transformation a produit ses effets, quand on a vu se former une école de constitutionnalistes prétendant que désormais le droit constitutionnel était la base de tout le droit national, et qu'à chaque branche du droit (civil, commercial, pénal, etc) correspondaient des définitions et des concepts proprement constitutionnels. On voit aujourd'hui le terrain se déplacer du côté du droit européen.

Plus précisément, dans cette entreprise, le rapport entre les disciplines du droit et celles issues des sciences sociales se pose fortement: on ne peut plus considérer la sociologie politique par exemple comme une science "d'appoint", apportant un supplément d'ame au juriste. Il faut penser autrement ces rapports et se proposer une analyse politique du droit constitutionnel, capable d'entrer véritablement dans les débats des juristes, non pour s'y enfermer, mais pour les comprendre et s'en émanciper.

C'est que le projet n'a pas d'intérêt s'il n'est émancipateur, c'est-à-dire s'il ne permet pas de penser ce qui n'est pas immédiatement visible et qui, pourtant, est déterminant.

On comprend que nous ne sommes qu'au début de cette histoire, même si nous avons pour nous y aider des repères, des exemples, des tentatives. Il faudra pour la mener à bien, la solidarité des chercheurs et des enseignants qui voudraient partager cette aventure: vaste programme! Mais il n'y en a pas d'autre!

Droit comme technique du social, droit comme savoir spécialisé, marxisme comme idéologie mais aussi et en même temps comme savoir rigoureux: il faudrait arriver à mettre en

relation tous ces éléments, au lieu de les faire se correspondre encore par des affinités que nous avons construites. C'est un autre travail qui nous attend.

DIREITO CONSTITUCIONAL E MARXISMO¹⁻²⁻³

Michel Miaille⁴

Resumo: No presente artigo, o autor busca compreender as relações entre direito constitucional e marxismo e, enquanto categorias pertencentes à planos distintos, propõe que sejam consideradas, em primeiro lugar, as relações do direito constitucional como sistema institucional e o marxismo como ideologia política, e, em segundo lugar, o direito constitucional como disciplina, no saber jurídico, e o marxismo como filosofia e pensamento criativo-acadêmico.

Palavras-chave: direito constitucional; marxismo; intersecções.

O título que nos foi proposto é extremamente amplo: esta formulação dá, portanto, várias pistas. Não somente cada uma das duas palavras tomadas separadamente possui acepções diferentes, e mesmo contradições em certos casos, mas a sua ligação, na própria expressão a que se encontram ligadas uma a outra pela conjunção “e”, reforça as dificuldades. É preciso lembrar que as palavras tem uma história e veiculam os saberes, sem dúvida, mas que também contem conflitos, projetos e situações a que nós não saberíamos passar em silêncio. A relevância do que é suposto, até mesmo subentendido, no uso das palavras, ou, algumas vezes, reprimido, importa em seu máximo para tentar ver mais claramente isso numa proposição como a que sugere este título. Afinal, o que nos resta em comum entre o direito constitucional e o marxismo?

Para iluminar este caminho, nós tentaremos verificar em qual campo estas palavras podem ter sentido.

¹ Texto traduzido por Leonardo de Camargo Subtil. Doutorando em Direito Internacional na Universidade Federal do Rio Grande do Sul. Bolsista do Programa de Doutorado Sanduíche no Exterior (CAPES/PDSE), no Departamento de Direito Internacional Público, da Université de Genève (UNIGE).

² Conferência para o Congresso de Caxias do Sul. Março de 2011.

³ Data de recebimento do artigo: 16.11.2014.

Datas de pareceres de aprovação: 06.02.2015 e 13.02.2015.

Data de aprovação pelo Conselho Editorial: 12.03.2015.

⁴ Professor honorário na Faculdade de Direito e Ciência Política de Montpellier.

www.culturasjuridicas.uff.br

A priori, a expressão “direito constitucional” faz parte do vocabulário dos juristas e dos políticos. Trata-se, primeiramente, de designar as regras específicas que organizam a estrutura e o funcionamento do Estado e, com maior amplitude, o campo das controvérsias e das práticas políticas. Sabemos que esse direito, tendo chegado mais tarde na história ocidental sob a forma que o conhecemos hoje, aparece como uma das vitórias do liberalismo político do século XIX. Especificando as modalidades de exercício do poder político, o direito constitucional limitava, necessariamente, as possibilidades, até então amplas, do poder das elites e, sobretudo, do titular do poder supremo. Isso explica que o direito constitucional tenha sido o objeto e a sede de conflitos extremamente violentos e que se repetem na história das democracias ocidentais. Ainda hoje, em uma República como a França, os debates constitucionais permanecem atuais e as reformas da constituição, por muito tempo consideradas como excepcionais, tornam-se projetos comuns. Mas o direito constitucional valoriza uma outra definição quando a expressão remete a um campo específico do conhecimento dos juristas. Esta disciplina, ensinada nas Faculdades de Direito desde o século XIX em favor das reformas políticas que a legitimavam, é, hoje em dia, perfeitamente banalizada nos cursos de direito. Apesar disso, como veremos, esta disciplina tem feito parte, desde os anos 80, de uma estranha renovação, ligada à criação e ao desenvolvimento das Cortes Constitucionais na Europa, e, mais especialmente, do Conselho Constitucional francês. De quase marginal, a disciplina quase reivindicou um lugar de destaque como se constituísse a base de todo o sistema jurídico, à maneira do direito romano de outrora!

É fácil de compreender que tomada, no primeiro ou no segundo caso, a expressão direito constitucional não tem o mesmo sentido nas suas relações com o marxismo: uma coisa é afrontar o marxismo a uma construção constitucional que organiza o poder de Estado, outra coisa é colocá-lo em relação ao saber universitário.

Nós podemos fazer observações paralelas com a palavra “marxismo”. No sentido mais habitual, ela designa uma ideologia, qualquer que seja a definição exata dada a este termo. Tomando o termo na sua acepção mais ampla, trata-se de uma representação do mundo que permite não somente o seu conhecimento, mas também, mais importante ainda, a sua transformação. As ideologias são, quaisquer que sejam as suas construções de saber, inicialmente, meios de luta oferecidos a todos aqueles que reconhecem, nas proposições do que compreender e contestar, a ordem das coisas. Neste sentido, as ideologias levaram o mundo aos

conflitos, conhecidos em sua violência e duração. Mesmo o anúncio do “fim das ideologias” teve de renunciar a por um fim na história que se desenrolava há mais de um século e nós bem observamos, nos anos seguintes, o retorno das ideologias, mesmo daquelas que acreditávamos estar desaparecidas ou em via de desaparecer, como as ideologias religiosas. O sucesso, apesar disso ser discutível, da tese do “choque das civilizações” faz parte desse retorno do reprimido ou do impensado. Além disso, todos os estudos de ciência política a respeito das eleições mostram a relevância das representações ideológicas na escolha dos eleitores e a manipulação, algumas vezes, extremamente sutil, mas, por muitas vezes, afirmada abertamente, dos temas profundamente ideológicos como, recentemente, a ideia de “identidade nacional” ou, ainda, do lugar das religiões na República. Apesar disso, a palavra “marxismo” não se esgota nesta acepção: ela designa também um saber mais complexo e mais difícil de acesso, que é uma verdadeira filosofia, da mesma maneira que outras filosofias. Como tal, preenche as páginas dos discursos nos livros de filosofia, nos colóquios ou Congressos (incluindo este que me acolhe no dia de hoje) e em pesquisas acadêmicas que foram amplamente desenvolvidas no final do último século, permitindo sair de uma concepção simplista do marxismo. Essencialmente e durante muito tempo, o marxismo encontrava-se absorvido numa concepção mecânica e extremamente ideológica do pensamento de Marx, reduzida a um economicismo devastador. No que os mais diversos trabalhos, mas críticos, sobre esta apresentação do marxismo, contribuíram foi a revelação da profundidade e da complexidade de um pensamento que não se resumia ao “catecismo” stalinista. Certamente, essa renovação não saberia constituir uma nova “verdade” substituindo a antiga, mas serve para abrir um novo campo de reflexão a todos aqueles que pensam que o mundo das ideias deve ser sempre um mundo em movimento.

Novamente, então, seguindo o sentido que nós daremos à palavra “marxismo”, o conteúdo e o alcance da palavra serão absolutamente diferentes.

Talvez essas precisões nos permitam avançar na compreensão desse título: direito constitucional e marxismo. A fim de não misturar tudo, de falar sobre objetos que não se situam no mesmo plano, de passar de um tipo de realidade a outro, o bom método consistiria em respeitar essas diferenças e de não relacionar senão o que pertence a conjuntos logicamente definidos. Em nosso caso, parece que se pode associar rapidamente os elementos

pertencentes à prática política e ideológica, ao mesmo tempo em que se pode, de outro lado, associar discursos acadêmicos e filosofia.

Eu proporia, portanto, que sejam consideradas, antes de tudo, as relações do direito constitucional como sistema institucional e o marxismo como ideologia política, e, em seguida, numa segunda etapa, o direito constitucional como disciplina, no saber jurídico, e o marxismo como filosofia e pensamento criativo-acadêmico.

1. Relação entre um sistema de regras jurídicas e uma ideologia de combate

Para se ter uma compreensão mais refinada das relações que podem existir entre um sistema constitucional e uma ideologia, neste caso, o marxismo, não se trata de observá-los abstratamente, mas, ao contrário, nas situações concretas que nos ensinam suas reais interferências. Para fazê-lo, nós podemos tomar duas situações típicas: aquela onde se constrói o sistema de regras constitucionais e aquela onde, este estando em vigor, trata de fazê-lo funcionar e de mostrar as relações que ele estabelece com as ideologias que o contestam.

1.1. Na fase onde as regras constitucionais são objeto de um processo de elaboração, quais podem ser as relações com a ideologia marxista?

O direito constitucional, em um dado momento e país, é, antes de tudo, uma representação do mundo: através das regras que institui, são as relações entre grupos sociais com seus meios de agir que se encontram definidos. Sabemos que o essencial do debate centra-se em dois campos: aquele do lugar do povo no dispositivo e aquele das relações entre os órgãos constitucionais e, especialmente, entre o legislativo e o executivo que são objeto de toda atenção.

Nesse estágio, qual pode ser o papel do marxismo entendido como ideologia, isto é, representação do mundo por uma parte da população? Para responder mais precisamente, um exemplo será evocado. Trata-se do projeto de constituição de abril de 1946, na França.

Sabemos que ao término da segunda guerra mundial, a França que acaba de viver quatro anos de ditadura com o regime do Marechal Pétain, encontra sua tradição republicana com um governo provisório, presidido pelo General de Gaulle. A questão que se põe é de saber se a solução reside no retorno puro e simples às instituições da III República, nascida em 1875. As críticas endereçadas a um regime do final do século XIX, um compromisso entre os partidários da monarquia e da República, são, então, suficientemente fortes para que, segundo a palavra do Conselho Nacional de Resistência, queiramos fazer “algo novo”. Um referendo decide, portanto, que seja instaurado um governo de transição, sempre presidido pelo General de Gaulle, e que seja preparada uma nova constituição que seria objeto de um referendo popular. Este projeto é raramente estudado nas Faculdades de direito, uma vez que foi finalmente rejeitado pelo referendo de abril de 1946 e não guardamos na memória senão o segundo projeto que, em outubro de 1946, dará origem à nova constituição da IV República.

Frequentemente, este quase silêncio sobre o primeiro projeto sustenta-se, de forma bastante lacônica, nas “falhas” do texto que, retornando, de certa maneira, a algumas tradições da Revolução francesa, teria sido inaplicável ou desequilibrado. Vale a pena ver mais de perto esse projeto, que foi elaborado em um momento de grande efervescência ideológica e, especialmente, com uma forte presença do partido comunista.

Como alguns pesquisadores salientaram (em particular, um dos fundadores da “Crítica do Direito”, Philippe Dujardin, que a ela consagrou sua tese de doutorado, publicada sob o título de “1946, o direito, *mise en scène*”) esse projeto era testemunho de uma lógica bastante distanciada das experiências francesas advindas da III República. Muito rapidamente, podemos notar que uma única Assembleia parlamentar era prevista, com a eliminação do Senado, destinado a trazer a calma e a ponderação no que diz respeito à assembleia, oriunda do sufrágio universal, vista com desconfiança como muito sujeita às ideologias políticas e, talvez, extremistas. Esta concepção do jogo eleitoral fundava-se evidentemente na crença de que o partido comunista, que representava um quarto do eleitorado, aí não tivesse um lugar preponderante, desequilibrando todo o jogo político. Além disso, o modo de designação dos deputados se apoiava num sistema de listas onde o peso dos partidos prevalecia sobremaneira em relação ao dos candidatos. Deve-se acrescentar que o sistema eleitoral previsto era aquele da representação proporcional (em vez da representação majoritária, como sob a III

República) que acentuava o lugar dos partidos no jogo eleitoral. Na realidade, a crítica ao individualismo “burguês” pelos comunistas daria a primazia às classes sociais e à sua representação “natural”, aquela dos partidos. Era claro para o partido comunista que ele era a única representação autêntica da classe trabalhadora.

Do mesmo modo, o papel de destaque reconhecido ao chefe do governo remetia o chefe de Estado a uma presença somente honorífica e fazia, do governo, o executor das únicas vontades da Assembleia: era voltar a uma lógica das experiências da Revolução na sua fase jacobina mais estrita: esse esquema constitucional tinha sido, de qualquer maneira, retomado pelos comunistas como o único democrático.

É interessante notar que os manuais de direito constitucional retomam, de forma bastante lapidar, esse julgamento: isso vai das "potencialidades perigosas desta nova constituição" que resultam em que "os adversários tiveram razão de agitar o espectro do sistema de assembleia" (Ph Ardant, *Institutions politiques et droit constitutionnel*, LGDJ 2004, p.431), à “a maioria da esquerda impõe suas concepções” (B. Chantebout, *Droit constitutionnel et science politique*, A. Colin, 1982, p. 252) e, enfim: “os Franceses tinham votado muito mais contra os comunistas do que contra o texto em si” (C. Leclercq, *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Litec, 1984, p. 378).

Este episódio da história constitucional francesa mostra, claramente, que a crítica marxista intervém na construção de um sistema político, com conceitos e uma lógica que lhe são próprios: assegurar a predominância da organização partidária sobre os cidadãos individuais, eleger o órgão diretamente oriundo do sufrágio como prioridade, neste caso, uma única assembleia, submeter os outros órgãos às vontades desta assembleia, sobretudo o governo. É uma espécie de “direito constitucional marxista” bastante simples, que tomava, como exemplo, tanto os regimes convencionais franceses da Revolução como os regimes sobre as instituições da “democracia do socialismo realizado”, na URSS.

O que é preciso lembrar é que os períodos de elaboração constitucional são, por definição, momentos de intensa mobilização política e que aí apareciam, em tamanho natural, as diferenças e os nós de conflitos entre diversas representações do Político. A esse título, a ideologia marxista, advinda daquela do partido comunista com todas as deformações engendradas por uma história concreta, toma seu lugar nesse debate. A

contrario, poderíamos mostrar como, em 1958, no momento onde se jogam a tragédia algeriana e o fim da IV República, esta ideologia não chega a formular um contraprojeto crível na reorganização do poder político. O fracasso da esquerda, em parte dos socialistas muito divididos e dos comunistas em sua totalidade, é o de uma representação do poder absolutamente sem consideração do real (permito-me citar: M Miaille, *Les critiques de opposants*, in Duhamel et Parodi, *La constitution de la V^o République*, presses FNSP, 1988, p. 63 a 74). Pode-se também avançar que a “imaginação” constitucional do marxismo foi e permanece sendo, atualmente, bastante pobre e se reduz, frequentemente, a requestrar velhas fórmulas de encanto. Podemos medi-lo ainda quando se trata da prática do sistema constitucional.

1.2. Relações “direito constitucional na prática” e “marxismo”.

Evidentemente, nós somos obrigados a fingir como se a ideologia marxista fosse ainda representada no debate político atual por movimentos ou partidos políticos. Apesar disso, é preciso constatar que a dificuldade é grande: o partido comunista, por muito tempo figura do marxismo político (e ainda de um “marxismo” que desejava ser soviético) não é mais que a sombra de si mesmo, tendo, aliás, progressivamente abandonado o que caracterizava sua doutrina; os partidos de esquerda do partido comunista como o “partido de esquerda” ou o “novo partido anticapitalista” (derivado do pequeno partido trotskista, Liga comunista revolucionária) não se distinguem por sua contribuição constitucionalista. É verdade que os debates, atualmente, versam mais sobre questões de justiça social do que sobre uma reforma da constituição. Podemos somente notar duas coisas.

A primeira é que a crítica do funcionamento constitucional versa, antes de tudo, sobre a ausência de democracia e a debilidade da separação dos poderes: mas esse tema está longe de ser marxista, é o de todo cidadão ligado aos valores republicanos. Assim, a parte da crítica ideológica “marxista” na colocação em prática das regras da constituição, ela mesma, é

mínima: ela é conduzida pela ampla corrente dos “democratas” e daqueles que estão ligados à liberdade. A este respeito, é preciso notar que o campo constitucional não é neutro: ele obriga a quem quer que se aventure nisso a utilizar um vocabulário e uma lógica que lhe são próprias e que desconsidera imediatamente todo “iniciante” neste campo. Ora, o direito constitucional como campo autônomo da arquitetura das relações sociais supõe a aceitação de regras e de um modo de raciocínio específicos. Nós vemos bem como a crítica da organização, como a do funcionamento de tal ou tal órgão constitucional, necessita não somente dominar as formas de exposição e de raciocínio particulares, mas, sobretudo, de se colocar nesse campo para poder dialogar com o adversário. A partir desse momento, é claro que a margem de manobra é estreita para não ser engolfado na lógica constitucionalista. A única solução consiste em sair desse campo e propor uma outra lógica: mas, então, ela aparece como um “sonho” completamente desconectado da realidade.

A segunda coisa remete ao marxismo em si mesmo, isto é, aos textos de Marx e a sua própria prática. Que nos lembramos do episódio eloquente da Crítica do programa de Gotha. Marx critica os lassalianos acusados de abandonar tudo para alcançar a unidade com os outros socialistas. A resposta de Marx é de que é ilusório descrever um programa que se quer profético enquanto ele está em declínio em relação às demandas realistas dos trabalhadores. Sabemos com qual ironia ele trata do “Estado livre”, reivindicado pelos lassalianos que, finalmente, é a apologia do Estado que tudo pode se permitir! Ao contrário, acrescenta Marx, quando não se pode demandar o que ainda está fora de alcance, é preciso se reunir em torno de reivindicações concretamente emancipatórias, aquelas concernentes ao trabalho, ao sindicato ou à liberdade da imprensa! Essa menção mostra que o marxismo, na prática, não saberia ser uma nova doutrina constitucionalista afirmando ser superior. É uma verdadeira questão quando se conhece as páginas que o jovem Marx consagra à teoria constitucional de seu mestre inicial, F. Hegel.

Na realidade, há uma crítica do direito constitucional que seja própria ao marxismo, concebida como uma ideologia de combate? É preciso ser hábil. Nas lutas políticas, a que Marx faz referência sobre seu tempo, vemos bem como ele procede. No “As lutas de classe na França 1848-1850”, ele analisa longamente os aspectos constitucionais dessas lutas que não são nem somente combates econômicos, nem oposições políticas, mas, verdadeiramente,

conflitos constitucionais. Nesse sentido, Marx não negligencia a forma constitucional das lutas de classe, mas tenta demonstrar como as particularidades das oposições na França passam por disputas de direito constitucional: assim “da grande contradição da Constituição de 1848” (K. Marx, *Les luttes de classes en France*, Edit soc, 1970, p. 83). Esta consiste numa antinomia entre as classes dominadas em posse do poder pelo sufrágio universal e pela antiga potência, a da burguesia, encerrada em sua dominação política pelos limites postos pela constituição. O desfecho dessa contradição será alcançado pela eleição de Luis Napoleão Bonaparte que poderia representar os interesses e a imaginação da classe dos camponeses a quem ele deve sua eleição. Sabemos mais tarde: “precisamente, porque ele não era nada, ele poderia tudo significar”. As oposições entre a Assembleia e o Presidente não eram outras senão a contradição entre uma nova etapa da sociedade burguesa, que se torna industrial, e os representantes de uma pequena burguesia desatualizada que se rendia a um imaginário político e constitucional sem realidade. Mais tarde, estudando o movimento da Comuna de Paris, da qual sublinhará as insuficiências, Marx mostrará como as tentativas dos comunas serão liquidadas por um fracasso em razão do desconhecimento sobre o peso das formas constitucionais: não bastava generosos anúncios, mas era preciso desafiar as instituições como, por exemplo, o Banco da França ou o governo de Versalhes.

O que podemos depreender desta análise, isto é, a confrontação das regras do direito constitucional e do marxismo, tido como crítica prática, é de que justamente, como as outras ideologias, o marxismo encontra seu lugar no debate político: toda questão é de saber qual a particularidade de sua posição. Finalmente, o fim do império comunista a partir dos anos 90 enfraqueceu a postura de um posicionamento específico. Ainda mais, o stalinismo, finalmente revelado, mostrou os limites de uma crítica marxista crível. Atualmente, uma ideologia que se apoia no marxismo deveria renovar completamente seu posicionamento das liberdades e das construções estatais sob pena de cair novamente, como é o caso da França atualmente, no inaudível ou no insuportável.

Para fazer isso, os marxistas fariam bem em reler Marx, isto é, de retornar às proposições teóricas muitas vezes mal conhecidas: é o que convém fazer agora.

2. Relações entre um saber constitucionalista e uma filosofia crítica

O direito constitucional como disciplina não caiu do céu: ele tem uma história e essa história é, ao mesmo tempo, instrutiva tanto do ponto de vista institucional (a aceitação deste ramo do direito nas faculdades de direito), mas também do ponto de vista intelectual, na postura teórica que representa esta disciplina. De outro lado, o marxismo, como pensamento, também tem uma história: negligenciamos frequentemente este aspecto, deixando crer que “o” marxismo é uma espécie de entidade homogênea e que se impõe por si mesmo. Muito pelo contrário, como mostraram vários autores, o marxismo, especialmente na Europa, está ligado a modalidades de difusão e a restrições intelectuais que merecem ser conhecidas. (*P. Anderson, Histoire du marxisme, tome I Europe*).

Isso significa que nós estamos em face de duas realidades complexas: esta complexidade, ao mesmo tempo, de um ponto de vista “interno” de sua própria constituição como saber reconhecido, mas, de um ponto de vista “externo”, como resultado de afrontamentos e de confrontações durante os quais foi formado o conteúdo desse saber.

Esses são os dois aspectos que nós gostaríamos de realçar, a propósito das relações entre direito constitucional como saber e marxismo como pensamento filosófico.

2.1. A formação de um saber reconhecido

O direito constitucional está intimamente ligado à aplicação de regras constitucionais, dito de outro modo, para o caso da França, ao período pós-revolucionário, pois a ideia e a prática de um texto constitucional não nascem senão com a Revolução de 1789. Mais precisamente, não é senão após a tormenta revolucionária e, sobretudo, após o regime de Napoleão que as regras de direito constitucional começam verdadeiramente a aparecer como fundamento ou objeto de uma nova disciplina possível, que denominaremos “direito constitucional”. Aparentemente, as coisas são simples: um novo corpo de regras, portanto, uma nova disciplina. Seria ir um pouco rápido demais: de fato, esse corpo de regras é, antes de tudo, na prática política, uma reivindicação forte daqueles que, ligados a uma

concepção liberal do Estado, militam para encerrar o exercício do poder em procedimentos que garantissem que os titulares desse poder não se comportarão como autocratas. Assim, a reivindicação de uma “constituição” desde 1789, e, mais tarde, de uma carta constitucional, está indissociavelmente ligada a uma representação liberal do Poder: mas esta se opõe necessariamente a uma concepção autoritária até mesmo ditatorial do Poder. Compreendemos, portanto, que a disciplina “direito constitucional”, que vai entrar nas Faculdades de Direito a partir da Restauração (1815), siga todos os contextos políticos dos regimes vigentes. O aparecimento e o posterior desaparecimento desse curso seguem os meandros dos regimes políticos e a reivindicação de um curso de direito constitucional aparece como uma demanda diretamente política. Não foi senão no final do século XIX, quando os conflitos entre monarquistas e liberais, posteriormente, republicanos, são abrandados, que a disciplina “direito constitucional” será plenamente admitida. Hoje, realmente esquecemos este aspecto que fazia desta disciplina um corpo político e, portanto, um lugar de verdadeiros afrontamentos.

Se bem examinarmos o marxismo, as coisas são muito complicadas. Surgido sob a pluma de um jornalista, pois Marx era jornalista no início de sua carreira, o pensamento marxista é indissociável do movimento de pensamento na Alemanha do início do século XIX. Para retomar a expressão favorita dos Franceses, ao querer falar sobre os debates filosóficos dificilmente compreensíveis, é “uma querela dos Alemães”. Na verdade, Marx, discípulo de Hegel, começa por questionar o estatuto soberano do pensamento de F. Hegel, e pelo que ele começa? Pela filosofia do Estado e do Direito desse grande pensador. (*Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1843). Seu objetivo? Recolocar Hegel sobre seus próprios pés, ele que “anda de cabeça para baixo”!

O texto de Marx sobre esse tema é extremamente instrutivo: o “direito constitucional” de Hegel, indissociável de seu pensamento sobre a História, apresenta-se como uma tentativa absolutamente notável de integrar, através do conceito de Estado, todos os elementos da vida social, realizando uma síntese entre os aspectos mais individuais e as restrições mais coletivas da vida social. A palavra-chave, para além da contradição que explica a passagem de uma fase a outra, é a “mediação”, pois para passar do indivíduo ao

cidadão, é preciso múltiplas mediações e, especialmente, aquelas oferecidas pelo direito constitucional.

Muitas vezes, da crítica feroz de Marx, retemos senão a “recolocação sobre seus próprios pés” de Hegel e esquecemos toda a dívida que ele deve a este grande pensador. Além disso, esta ideia de “mediação” deve ser retomada, pois não é verdadeiro que o homem possa ser diretamente “cidadão”. Para isso, deve aprender a vida coletiva e suas restrições das quais o estatuto de cidadão não é senão o coroamento, ou, se preferirmos, a forma mais geral. Vemos bem como, atualmente, os comportamentos ecológicos ou de civilidade voltam a ser tão importantes. Nesse sentido, “A questão judaica”, de 1843, permanece marcada por um viés altamente questionável de abstração do direito revolucionário, portador, mais do que acreditava, de todas as restrições da relação social e não se resumindo à definição de um indivíduo isolado (e as definições dos direitos do Homem permanecem todas relacionais e não “individuais”, como bem observou A. Gorz).

O período que segue na vida de Marx consiste em abandonar o estudo da filosofia do direito (como ele tinha começado a se dedicar ainda jovem), para entrar em um novo campo, à época dificilmente reconhecido, o da ciência econômica, mas também o da sociologia nascente. Mas esta entrada nesses novos territórios não significava o abandono da preocupação com o direito: ao contrário, era melhor voltar a esse campo, como todos os escritos do Movimento “Crítica do direito”, na França, testemunham. Quer seja no momento dito da maturidade, o do “Capital”, ou, mais tarde, no “A crítica do Programa de Gotha”, Marx não cessa de retornar ao direito, incluso nas obras históricas sobre o regime de Napoleão, o Pequeno, ou sobre a Comuna de Paris.

Desse paralelo, nós podemos tirar um primeiro ensinamento: a formação de um saber reconhecido em direito constitucional e a formação do corpo marxista nascente são absolutamente contemporâneas. Então, medimos até que ponto a reivindicação dos Liberais para fazer entrar o direito constitucional nas Faculdades de Direito está associada à crítica do idealismo jurídico operada por Marx: mas este não tem, por inútil e sem interesse, o conhecimento do jogo constitucional, pelo contrário, nele encontra matéria para mostrar como as dominações políticas tem necessidade de se instaurar por meio de formas jurídicas, aquelas, precisamente, do direito constitucional. Mas não se pode cometer um erro: essas “formas” não

são aparências e um jogo ilusório. Elas constituem, ao contrário, as limitações pelas quais a dominação deve passar para se exercer. Em outras palavras, o objetivo de Marx não é suprimir o estudo do direito constitucional, mas de o integrar num projeto mais amplo, o das formas de dominação política.

Nós poderíamos tirar um segundo ensinamento disso: o nascimento do direito constitucional se realiza na perspectiva de um estudo “positivo”. Isso significa que este ramo do direito será operado, apesar dos seus aspectos abertamente políticos, conforme os mesmos métodos daqueles que prevalecem nos outros ramos do Direito, entendido como ciência. Os modos de exposição mais neutros possíveis, os raciocínios codificados como nas outras disciplinas, bem como o suposto conteúdo altamente idealista das regras serão aplicados nesta nova disciplina. Esta será, ao longo do tempo, completamente banalizada a tal ponto que o aspecto violentamente político do início do século XIX desaparecerá praticamente no curso do século XX. Ora, ao mesmo tempo, o pensamento de Marx desenvolve-se sob um registro completamente diferente: o de um pensamento crítico, isto é, de um pensamento que busca desvendar as estruturas sob as aparências, as realidades mais escondidas sob a evidência do que é observado. Portanto, são duas epistemes antinômicas que se afrontam: o estatuto da disciplina “direito constitucional” é tão mais reconhecido que esta segue a moldura do positivismo, enquanto que a elaboração e o desenvolvimento do pensamento de Marx são o contrário do positivismo. Sobre isso, nós não tomaríamos por prova senão o desolador espetáculo da “ciência do direito” que prevalecia na URSS stalinista e onde medimos os danos produzidos pela transformação do pensamento de Marx em um novo positivismo. Quando lemos as obras de “direito constitucional” stalinistas, nelas vemos, em ação, o mesmo idealismo que aquele dos autores ocidentais da mesma época, exceto que, nelas, o povo é substituído pelo partido e que o Estado dos trabalhadores toma o lugar do Estado liberal.

O que esse breve apanhado histórico sobre a formação dos saberes nos indica é que disciplina jurídica e saber marxista estão em uma relação de contradição, desde que o saber dos juristas se reproduza numa perspectiva puramente positivista. Mas fazer esta afirmação seria, em si, puramente idealista se acreditássemos que os juristas vão, de um dia para o outro, se “converter” ao pensamento crítico. E. Kant, há duzentos anos, mostrara, no “O conflito das Faculdades”, como a Universidade dera origem a duas ordens de saberes: o saber crítico pelas

Faculdades de Letras e pelas Faculdades de Ciências, e o saber “mundano” pelas Faculdades de Medicina e pelas Faculdades de Direito. O que dizer? Que as Faculdades de Direito não desenvolvem somente um saber abstrato no céu das ideias. Elas tem uma tarefa eminentemente social, e nós diríamos política: trabalhar sobre o corpo social (como os médicos trabalham sobre o corpo humano), não para compreendê-lo somente, mas para dele “cuidar”, para reparar os danos e, assim, permitir a perenidade das práticas sociais e políticas. Esta situação não é de agora e os historiadores nos mostram os traços disso desde a Idade Média (Le Goff, *Histoire des intellectuels*). Portanto, hoje é um verdadeiro desafio levantar essas questões em nome do debate universitário e das necessárias transformações que aqueles que ocupam posições de autoridade no seio da Universidade devem pensar.

Este esclarecimento sobre o nascimento dos saberes nos permite melhor apreciar os desenvolvimentos mais contemporâneos.

2.2. Desenvolvimento dos saberes, entre reprodução e aberturas

A questão que se põe atualmente é de saber como uma prática crítica de ensino do direito constitucional pode ser pensada e realizada: não é uma questão simples, pois não basta citar algumas passagens das obras de Marx entre dois artigos da Constituição para fazer um ensino sustentado pelo pensamento de Marx.

A esse respeito, é muito fácil enunciar os perigos que um ensino que se quer “crítico” do direito constitucional incorre. Eu posso evocar algumas dificuldades a partir de uma experiência pessoal deste ensino no seio da Universidade de Montpellier. Existem pelo menos duas grandes armadilhas: a primeira, de caráter teórico e que é fundamental, consiste em entrar numa lógica de discurso de verdade que, opondo-se àquele habitual das Faculdades, reconstitui uma *doxa* autoritária e, por muitas vezes, indiscriminada; a segunda, que é mais especificamente pedagógica, nasce das citações e da reunião de textos sem verdadeira análise.

A primeira falha é a da postura de “verdade”. O que dizer sobre isso? Anunciar uma apresentação marxista do direito constitucional resume-se a desqualificar o ensino ordinário e positivista dos outros professores e opõe, quase que mecanicamente, o que dizemos sobre aquilo que os outros dizem, entendendo-se que o ensino marxista é “verdadeiro” enquanto que

os outros são “falsos”. Esta dificuldade não é somente de ordem psicológica mesmo se, por muitas vezes, ela é vivida como tal: ela é o efeito da instituição na qual esse saber é dado. P. Bourdieu há muito denunciara isso através do “profetismo” nas cátedras universitárias que decorre do próprio status daquele que fala, que é revestido de uma qualidade que lhe autoriza a falar, esta qualidade de autoridade decorrente de sua própria condição! Esta situação leva, na verdade, a negar completamente a qualidade crítica que deveria caracterizar um ensino marxista. De agora em diante, nós substituímos uma verdade por uma outra verdade e esta situação não pode senão ser reforçada pela troca de argumentos, pois quanto mais o positivismo resiste, mais a postura marxista é reforçada. Nós conhecemos bem essa caça às bruxas que a história nos tem dado tantos exemplos infelizmente, onde a “verdade” de um não pode senão se alimentar dos “erros” do outro!

A segunda falha é que nós utilizamos muitas citações, supostamente usadas para explicar tudo, ao invés de retomar o pensamento, isto é, a lógica de Marx e de aplicar este método ao objeto constitucional. Evidentemente, é mais difícil, mas pelo menos está em maior conformidade àquilo que Marx queria, quando nos lembramos que ele criticava fortemente os “marxistas”, simples reprodutores muito mais de citações do que do pensamento. Não basta repetir que as constituições são as “formas” que dissimulam o poder “real” da classe capitalista: esse tipo de afirmação resolve o problema antes de colocá-lo. É preciso, ao contrário, mostrar porque essas formas não somente são apresentadas, mas constituem uma parte desse poder social e político. Para isso, é preciso retomar, pacientemente, as obras históricas de Marx onde vemos, na prática, o seu método sobre as questões históricas, concretas: suas análises sobre a revolução de 1848, sobre o golpe de Estado de Luís Napoleão, sobre o regime do segundo império ou sobre a experiência da Comuna de Paris. Em outras palavras, as respostas devem ser encontradas e construídas: elas não estão dadas nos textos como se bastasse citá-las num reflexo religioso. Esse trabalho é de natureza teórica, mas também pedagógica, pois é preciso encontrar exemplos, casos e lógicas de exposição que escapem da facilidade das afirmações puras e simples.

É, portanto, bem ao lado da abertura que o professor-pesquisador deve voltar-se: é preciso aprender as novidades do direito constitucional que não estão nos fenômenos secundários. Disso, tomarei um exemplo simples. O direito constitucional como disciplina era

até os anos 80, um campo de especialização pouco reputado. Diferentemente das matérias nobres, como o direito administrativo, no direito público, ou o direito civil, no direito privado, aparecia como uma “*lex imperfecta*”, isto é, desprovida de sanção. Depois de tudo, diziam alguns juristas, “Será que é mesmo direito?” Não é uma simples cobertura dos fenômenos políticos? Ora, as coisas mudaram consideravelmente após a decisão histórica do Conselho Constitucional de 1971: de agora em diante, esta instância se tornou rapidamente um juiz temido e falador. Vimos todo partido que disso tiraram os constitucionalistas, com uma preocupação em relação à exegese das decisões do Conselho, que não deixa nada a desejar em relação aos comentadores dos acórdãos do Conselho de Estado. O direito constitucional torna-se, finalmente, um “verdadeiro” direito, e as pesquisas (e as teses) tornam-se iguais àquelas de direito administrativo, consideradas também como respeitáveis. Que dizer sobre esse fenômeno, quando se quer construir uma aula crítica? Não é questão de tratar desta mutação como secundária ou como uma artimanha da “classe dominante”. É preciso poder explicar porque a partir do final do século XX, e não somente na França, mas em toda a Europa, esta juridicização do político tornou-se uma realidade e um constrangimento para os próprios políticos que parecem, no início, terem desconfiado, para rapidamente integrar esta informação nos projetos e nos conflitos políticos. Este lugar do direito não é nem secundário (esse não é um “reflexo”), nem negligenciável, pois pode ser analisado como uma nova modalidade da política e do Político nas sociedades.

Não é inútil de ver até onde esta transformação produziu seus efeitos, quando vimos se formar uma escola de constitucionalistas que pretendiam que, desse momento em diante, o direito constitucional fosse a base de todo direito nacional, e que a cada ramo do direito (civil, comercial, penal, etc) corresponderem definições e conceitos propriamente constitucionais. Vemos, atualmente, o campo se deslocar para o lado do direito europeu.

Mais especificamente, nesta seara, a relação entre as disciplinas do direito e aquelas derivadas das ciências sociais põe-se de maneira muito forte: não se pode mais considerar a sociologia política, por exemplo, como uma ciência “de apoio”, como se desse um suplemento de alma ao jurista. É preciso pensar de outro modo essas relações e propor-se uma análise política do direito constitucional, capaz de entrar verdadeiramente nos debates dos juristas, não para se fechar, mas para compreendê-las e para se emancipar em relação a isso.

É que o projeto não guarda nenhum interesse a não ser que seja emancipatório, isto é, se ele não permite pensar o que não é imediatamente visível e que, no entanto, é determinante.

Entendemos que nós não estamos senão no início desta história, mesmo se temos para nos ajudar nisso referências, exemplos, tentativas. Será preciso, para conduzi-la a bom termo, a solidariedade dos pesquisadores e dos professores que gostariam de compartilhar esta aventura: extenso programa! Mas não há outro caminho!

Direito como técnica social, direito como saber especializado, marxismo como ideologia, mas também e, ao mesmo tempo, como saber rigoroso: seria preciso colocar todos esses elementos em relação ao invés de ainda fazê-los se corresponder por afinidades que nós mesmos construímos. É um outro trabalho que nos espera.